

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 19/2 (1992)

DOI: 10.11588/fr.1992.2.57422

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

partie de son étude, la plus intéressante, il pose des questions de fond. D'abord il met en garde contre une interprétation des événements qui en fausserait le sens. Les paysans se réclament en effet de l'«ancien droit», et non de la Révolution: leur mouvement est «antimoderniste» et non progressiste. En second lieu, les Lumières n'ont aucune part à leur protestation – et encore moins la franc-maçonnerie! Le mouvement s'inscrit dans une tradition de résistance aux réformes entreprises par Joseph II, qui avait dérangé trop vite des habitudes trop vieilles. Pour les paysans de la Ortenau, les événements de France prouvaient seulement que les seigneurs pouvaient être contraints à des concessions. Ce qu'ils voulaient, c'était récupérer la propriété de leurs ressources naturelles. Ils se mirent à rechercher les chartes dans lesquelles ils croyaient inscrit leur «ancien» droit de propriété (en France, on brûlait les terriers...). Les mouvements de 1789 dans la Ortenau ne sont donc pas «révolutionnaires» au sens moderne du mot, mais témoignent d'une méfiance croissante devant l'extension des pouvoirs de l'Etat moderne. Des études menées sur d'autres régions devraient, selon F. X. V., confirmer la pertinence des résultats aux quels il est parvenu. Nous le pensons aussi.

En conclusion, cet ouvrage apporte une brillante illustration de la contribution de l'histoire régionale, voire celle que l'on appelle parfois avec condescendance l'histoire «locale», à la «grande» histoire. A condition qu'elle soit écrite par des historiens et non des amateurs. C'est ici le cas.

Pierre-André BOIS, Reims

Volksunruhen in Württemberg 1789–1801, Beiträge von Axel KUHN u. a., Stuttgart (Fromman-Holzboog) 1991, 369p. (Aufklärung und Revolution, Beiträge zur Geschichte des bürgerlichen Zeitalters, 2).

Cet ouvrage a été mis en chantier à l'occasion du 200<sup>e</sup> anniversaire de la mort du publiciste engagé Christian Daniel Schubart. C'est une histoire encore très mal étudiée que celle des troubles sociaux à cette époque et il n'y a guère que H. Berding qui s'y soit véritablement consacré jusqu'ici. Or, ces troubles ont été souvent si violents et si longs que les autorités n'ont pu en venir à bout qu'en envoyant la troupe, ce qui a été en particulier le cas lors de la révolte des paysans saxons en 1790. Ce livre comble donc une lacune et Axel Kuhn fait remarquer qu'il est tout de même intéressant de savoir que les troubles populaires ne sont pas le seul fait du pays voisin, la France, mais se sont produits aussi dans le pays «des poètes et des penseurs».

Ce volume étudie les troubles qui se sont produits de 1789 à 1801 dans le Wurtemberg entre Freudenstadt et Knittlingen. Sous la plume de Alexander Gessmann, Ute Goelz, Andrea Holtz, Cornelia Kaiser, Beate Scharf, Olaf Schulze, Horst Steinhilber, Bettina Six et Antje Thran, les articles rassemblés étudient des cas particuliers, mais on sait qu'ils ne représentent pas des exceptions. On sait aussi qu'il y a eu des troubles semblables dans d'autres régions d'Allemagne. Toutefois, ce n'est pas le seul but des auteurs que d'exposer les nombreux troubles populaires au Wurtemberg, ils ont également voulu montrer leur lien avec la Révolution française et distinguer entre les révoltes de type ancien qui avaient pour seul but de rétablir une situation antérieure ou d'obtenir des améliorations matérielles et les formes de protestation modernes qui ont en vue une société future. Constatant qu'il n'y a pas eu de réalisations concrètes dans ce pays, sinon la création d'un club politique à Nagold, ils ont posé le problème de manière nouvelle: partant du fait que le potentiel de troubles populaires était aussi important en Allemagne qu'en France et qu'il s'est manifesté de la même façon, mais qu'en France ils ont eu pour résultat que la Révolution ne s'est pas arrêtée en 1789 alors qu'en Allemagne il n'y a pas eu de révolution, ils sont arrivés à la conclusion qui n'avait encore jamais été exprimée que ces troubles n'ont pas le même impact dans les périodes de tension que dans les périodes plus calmes.

Etudiant le registre de la prison de Ludwigsbourg, A. KUHN constate qu'il y a eu beaucoup plus de «fauteurs de troubles» dans les années de la Révolution française que dans la décennie qui précède. On peut aussi constater que les mots «Tumult» et «Aufruhr» n'apparaissent pas avant. Il est certain qu'il y a une tendance de plus en plus forte à ne pas obéir à l'autorité. Les revendications ne se rapportent certes qu'à des mécontentements locaux, mais est-ce si peu, se demande A. Kuhn: en France, il en était de même et en 1789, personne ne songeait à déposer le roi. Ce qui a engendré la radicalisation, c'est à la fois la politique du roi et la maturité croissante des révolutionnaires. Ce qui a donné à la Révolution sa force, c'est l'alliance entre le potentiel de protestations et la volonté de puissance de la bourgeoisie éclairée. On peut dire qu'au Wurtemberg aussi, il y a eu un grand mécontentement qui aurait pu servir de fondement à une révolution. Même en Allemagne, la Révolution française a donné de la force à des revendications qui passaient presque inaperçues avant. Sous la plume de Ulrich von SANDER, le dernier article est une revue critique de l'historiographie de cette période au Wurtemberg. Comme les autres articles, sous l'instigation de l'orientation générale donnée par A. Kuhn, cette revue dément les thèses de l'historiographie conservatrice qui cherche à minimiser au maximum l'impact de la Révolution française en Allemagne ainsi que tous les événements qui se sont produits dans ce pays sous son influence. Les problèmes sont posés avec la plus grande objectivité, ce qui permet de rectifier un assez grand nombre d'erreurs concernant l'importance de l'impact de la Révolution en Allemagne.

Marita GILLI, Besançon

Gerhard SCHNEIDER (Hg.), *Kurhannover im Zeichen der Französischen Revolution. Personen und Ereignisse*, Bielefeld (Verlag für Regionalgeschichte) 1990, 214 p. (Hannoversche Schriften zur Regional- und Lokalgeschichte, 1).

Dans un bref avant-propos, G. SCHNEIDER précise utilement que ce petit volume réunit des travaux effectués dans des archives et des fonds anciens de bibliothèques, dans le cadre de son séminaire historique à l'Université de Hanovre, en 1988 et 1989, par des étudiantes et des étudiants et non par des chercheurs confirmés.

Dans un long article introductif, G. SCHNEIDER pose la question: «A qui appartient la Révolution française?» Et il revient, de façon très détaillée et visiblement bien informée, sur les discussions, voire les polémiques qui ont marqué et rythmé, en France, le Bicentenaire de 1789 et particulièrement sa préparation. Le lecteur français voit ainsi apparaître des noms connus: ceux, par exemple, de François Furet, de Claude Mazauric ou de Michel Vovelle, dont certains textes majeurs ont d'ailleurs été traduits en allemand. G. Schneider revient aussi, de façon utilement synthétique, sur les très nombreux travaux concernant l'écho et l'influence de la Révolution en terre allemande, en particulier ce que l'on persiste à appeler, de façon parfois assez inexacte, le «jacobinisme» allemand; peut-être néglige-t-il ici quelque peu les nombreux travaux français (émanant surtout de germanistes, plus que d'historiens au sens strict du terme) sur la question. En conclusion, G. Schneider semble s'opposer à la formule furetienne (un peu simplifiée ici, il est vrai!) de la «Révolution terminée, ou finie», devenue simple objet historique; mais, reprenant une formule de Mazauric sur la Révolution comme «événement fondateur» permanent, il ne dit pas au fond vraiment autre chose que ce que l'on peut parfois lire aussi chez Furet sur le caractère littéralement fondamental de 1789, par exemple comme acte de naissance de la démocratie dans le monde moderne. D'où, sans doute, l'oecuménisme un peu plat de la conclusion sur la Révolution comme héritage commun à tous («unser aller Erbe»), parce qu'elle est une conséquence du vaste mouvement des Lumières.

La première contribution s'interroge sur la ville de Goettingue comme ville dévouée à la cause de la Révolution; elle est l'œuvre de trois étudiantes (Anne-Katrin HENKEL, Christine